

ARRETE MUNICIPAL

PORTANT SUR LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION

EW/FNV 2022.T050

Le Maire de la Commune de **TROUVILLE-sur-MER**,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2213-1 et suivants,

Vu les articles du Code de la Route,

Considérant la demande de l'Entreprise **HUE** en date du 09 Septembre 2021 chargée d'effectuer un ravalement de façade (DP 014715 20 U0171 du 02 Octobre 2020) à la demande des copropriétaires de la Résidence Stéphania représentée par leur syndic de copropriété CITYA COTE FLEURIE, **Résidence Stéphania 25 Avenue John Fitzgerald Kennedy** à Trouville-sur-Mer.

Considérant la **demande de prolongation** de l'Entreprise HUE en date du 01 Février 2022.

Considérant qu'il convient, pour des raisons de sécurité, de réglementer le stationnement et la circulation **Avenue John Fitzgerald Kennedy**.

ARRETE

Article 1 : L'Entreprise **HUE** est autorisée à prolonger l'installation d'un échafaudage tubulaire de **12 m** au droit de la **Résidence Stéphania 25 Avenue John Fitzgerald Kennedy**. Un balisage et une protection devront être mis en place par l'entreprise pour éviter tout risque d'accident avec les piétons.

Article 2 : L'Entreprise HUE pourra stationner momentanément au droit du 25 Avenue du Président John Fitzgerald Kennedy le temps du montage et du démontage de l'échafaudage.

Article 3 : Une **dérogation exceptionnelle de travaux** en période de congés scolaires est accordée pour ce chantier à l'entreprise HUE.

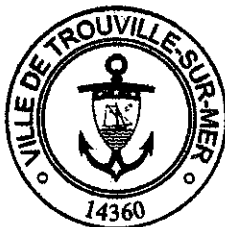
Article 4 : Les dispositions ci-dessus énoncées sont applicables **du Mardi 01 Février 2022 au Lundi 28 Février 2022**.

Article 5 : La signalisation réglementaire sera conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle temporaire ; **elle sera mise en place et entretenue par l'entreprise en charge des travaux**.

Article 6 : La facturation pour la mise en place d'un échafaudage se fera selon les tarifs votés lors du Conseil Municipal du 15 Décembre 2021 pour l'année 2022 à raison de 0,60 € m²/jour jusqu'à 30 jours et de 2,65 € m²/jour au-delà de 30 jours. Un titre de recette sera émis et présenté à : **Entreprise HUE 47-49 avenue de Trouville 14000 CAEN**.

Article 7 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur. Tout stationnement gênant pourra faire l'objet d'un enlèvement et d'une mise en fourrière.

Article 8 : Madame le Maire, Monsieur le Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de Sécurité Publique de Trouville/Deauville, Madame la Responsable du Service Sécurité et Tranquillité Publiques, les agents assermentés du Service de Police Municipale, et les agents assermentés de la ville, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application du présent arrêté.



Fait à Trouville-sur-Mer, Le 01 Février 2022
Pour le Maire par délégation
Le Conseiller Municipal
Délégué à la Sécurité

Stéphane SABATHIER

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Trouville-sur-Mer dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Caen, par courrier ou via l'application informatique « télérécurse citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de la notification/publication du présent acte ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé.